

Programme spatial

La construction de la puissance

Symbole de l'émergence sur le plan international et cause qui conforte la légitimité du régime politique, les opérations spatiales, au nom des recherches scientifiques, sont conçues comme instrument stratégique au service des intérêts souverains propres à la Chine. À priori, des menaces à la sécurité nationale, des tensions politiques et militaires au niveau régional et global, expliqueraient le recours de la Chine à l'espace extraterrestre. Certes, à long terme, la construction de la puissance spatiale de la Chine doit obéir à l'objectif du maintien d'une paix durable.

BIN LI

Le programme spatial chinois a fait des progrès significatifs ces dernières années. Les missions d'exploration humaine dont la mission Shenzhou VII, le programme lunaire Chang'e constituent les exemples les plus marquants de l'émergence de la Chine en tant que puissance spatiale indépendante. Le programme spatial chinois constitue ainsi aujourd'hui un symbole fort du prestige national et un témoignage du pouvoir technologique chinois. S'inscrivant dans le déploiement des stratégies de sécurité nationale et de recherches scientifiques et technologique, les activités spatiales contribuent au développement économique et social, et consolident la montée de la puissance chinoise.

LES ACTIVITÉS SPATIALES ET LA SÉCURITÉ NATIONALE

« La plus haute attention sera portée à la sécurité de la mer, de l'espace et du réseau d'internet », souligne le rapport du Parti communiste chinois (PCC) présenté devant son XVIII^e congrès national. Pour la première fois, l'espace est présenté comme indispensable à la modernisation de la défense nationale. Tandis que la Chine n'a jamais officiellement reconnu qu'elle mène des activités militaires dans l'espace, le Département général de l'équipement de l'Armée populaire de libération — dirigé par le comité central militaire du PCC — est

de facto le leader des programmes spatiaux. Jadis, la Chine était souvent critiquée pour le manque de transparence de ses activités spatiales, car les activités menées par l'armée chinoise ont été systématiquement décrites comme des recherches scientifiques. L'utilisation militaire de l'espace, toujours le tabou de la Chine, se dissimule en effet derrière la rhétorique de l'utilisation pacifique. En affirmant l'importance stratégique de la sécurité de l'espace, ce rapport semble révéler la dimension également militaire du programme spatial chinois. Le message du plus haut dirigeant politique — ne serait-ce qu'au moment de la transition du pouvoir à la fin du mandat décennal — indique l'ambition de la Chine de montrer sa puissance, mais aussi l'importance de l'espace pour la sécurité nationale.

Sans doute que les menaces sur la sécurité nationale pressenties par la Chine conduisent celle-ci à réagir dans l'espace. Parmi ces menaces, la domination militaire des États-Unis est la plus pesante. Car elle peut profondément compromettre la dissuasion nucléaire dont dispose la Chine. La mise en place de divers systèmes d'armes antimissiles et le retrait des États-Unis du traité ABM (Anti-Balistic Missile) pourraient empêcher la stratégie chinoise de s'assurer d'une capacité minimale de résister à une attaque nucléaire potentielle. D'ores et déjà, le nombre de têtes nucléaires possédées ne se trouve plus au premier rang d'importance dans la stratégie de défense : il cède le pas à la capacité des lanceurs, des missiles, voire des divers véhicules spatiaux, ainsi qu'aux opérations relatives à la surveillance, au lancement, au guidage et à l'interception des missiles permettant le plein déploiement de la dissuasion nucléaire. Le souci de réduire la distance avec les États-Unis en ce qui concerne la capacité d'utiliser l'espace comme champ de bataille figure parmi les motivations de la Chine d'accroître sa capacité spatiale. Ainsi, en janvier 2007, la Chine a réussi à détruire un de ses anciens satellites météo évoluant à environ huit-cents kilomètres d'altitude à l'aide d'un missile probablement dérivé de ses armes intercontinentales. Cet essai a considérablement augmenté les débris spatiaux qui sont particulièrement dangereux pour les satellites et les missions habitées. Des essais similaires avaient déjà eu lieu précédemment, tant par les États-Unis que par la Russie, avant d'être définitivement suspendus en raison des atteintes portées à la sûreté de l'environnement spatial. En dépit de la stigmatisation de la communauté internationale, la Chine a pu montrer sa capacité d'attaque militaire dans l'espace.

Outre les considérations de sécurité nationale, les fragiles relations géopolitiques entre la Chine et les pays voisins en raison des différends sur la délimitation territoriale et les frontières maritimes sont aussi des préoccupations qui poussent la Chine à davantage renforcer la capacité militaire, l'objectif principal étant de sauvegarder l'intégrité du territoire chinois. L'opération spatiale est l'une des étapes vers la consolidation de son système de défense nationale. À cet égard, la tension croissante entre la Chine et le Japon à cause du conflit territorial des îles Senkaku (*Diaoyu* en chinois) et le conflit avec le Vietnam et les Philippines sur la délimitation des frontières maritimes dans la mer de Chine méridionale sont particulièrement sensibles. Par conséquent, la Chine est désormais vigilante face aux possibles conflits militaires régionaux

dans lesquels s'impliqueraient les États-Unis, et probablement, l'Inde. De plus, maintenir l'unité nationale par l'usage de la force militaire constitue la politique permanente du PCC. En effet, l'île de Taïwan reste officiellement une province de la République populaire de Chine, tandis qu'en réalité elle demeure politiquement autonome, administrée par le gouvernement de la République de Chine depuis la fin de la guerre civile. Depuis 1949, le gouvernement de la République populaire de Chine a revendiqué son autorité sur l'île de Taïwan, son indépendance n'ayant jamais été proclamée. La loi d'anti-sécession adoptée en 2005 prévoit les conditions dans lesquelles des mesures non pacifiques seront prises pour réprimer la séparation de Taïwan. En général, les éléments menaçant la sécurité nationale de la Chine ont évolué. Ce changement du contexte — qui peut être conçu comme l'une des conséquences de la montée en puissance économique de la Chine — a conduit celle-ci à développer une puissance militaire comparable. Ainsi, les activités militaires dans l'espace, par leurs implications stratégiques, répondent au besoin de la sécurité nationale.

LES ACTIVITÉS SPATIALES : UN NOUVEAU MOTEUR DE LA CROISSANCE

D'ores et déjà, la construction de la puissance chinoise dans l'espace semble irréversible. Cela s'explique par de nombreuses raisons : la sécurité nationale, l'essor du nationalisme, la recherche de légitimité de l'autorité chinoise, la stratégie de développement des sciences et technologies, voire la croissance économique. On peut se demander si la Chine ne cherche pas à se doter des moyens suffisants pour résister à la domination militaire spatiale des États-Unis. Mais la réalité des activités spatiales est plus compliquée : les utilisations civiles, commerciales et militaires de l'espace s'entremêlent. La Chine possède sa propre industrie spatiale, l'exploitation commerciale étant toujours un volet important des activités dans l'espace. Au milieu des années 1980, la Chine s'est déjà investie dans le marché du lancement des satellites. Jusqu'à 2008, la China Great Wall Industry Corporation a effectué vingt-neuf lancements. L'augmentation des services de lancement offerts par l'industrie chinoise se heurte toutefois au contrôle des États-Unis sur l'exportation des satellites et des composants « sensibles » à la sécurité nationale. Par conséquent, l'accès au marché international de lancement par l'industrie chinoise est partiellement bloqué. En revanche, avec l'avancement technologique réalisé ces cinq dernières années, l'exportation des satellites et des composants est devenue le business le plus rentable de l'industrie spatiale chinoise. Par exemple, depuis 2006, la Chine a conclu des contrats d'exportation de satellites de télécommunication avec le Nigeria, le Venezuela, le Pakistan, la Bolivie, le Belarus, l'Indonésie, le Laos, etc. ; et récemment un contrat avec le Venezuela concernant l'exportation d'un satellite de télédétection. Cela signifie que la technique chinoise dans le dessin et la fabrication des satellites a fait de remarquables progrès. En 2008, la création de l'Organisation de coopération spatiale Asie-Pacifique (Apsco) dont le siège social se trouve à Pékin — une agence spatiale intergouvernementale chargée de la coopération entre programmes

spatiaux dans la zone Asie-Pacifique, dont les membres sont le Bangladesh, la Chine, l'Iran, la Mongolie, le Pakistan, le Pérou et le Thaïlande — est révélatrice de l'intention chinoise de jouer un rôle pionnier dans la coopération Sud-Sud appuyée sur les activités scientifiques et commerciales dans l'espace.

La mise en place du système chinois du positionnement par satellites, *BeiDou Navigation Satellite System* (BDS, *BeiDou* est le nom de la Grande Casserole en chinois), marque le nouvel avancement de l'exploitation et l'application des technologies spatiales. Depuis le 27 décembre 2012, le BDS commence à fournir au public un service de positionnement dans la région Asie-Pacifique. Le programme complet du BDS comporte trois étapes majeures: la première, déjà franchie, est la construction du système de positionnement à titre d'essai en 2000; la deuxième est la mise en place du service de positionnement régional à la fin 2012; et la dernière est l'extension du service de positionnement à l'échelle globale en 2020. Actuellement les usagers chinois du service de positionnement dépendent principalement du *Global Positioning System* (GPS) américain. Il est évident que la naissance du BDS et son fonctionnement auront d'importantes implications sur les plans stratégique et économique. D'abord, la Chine cessera d'être dépendante du GPS. Le remplacement du GPS par BDS est d'autant plus crucial que le GPS est utilisé par les départements clés de la défense nationale, notamment l'armée chinoise. Des considérations en matière de sécurité ont incité la Chine à développer son système de positionnement moyennant ses propres technologies et de manière complètement autonome.

Ensuite, l'utilisation réelle du BDS peut stimuler le développement des différents secteurs industriels concernés. L'énorme profit que le marché potentiel du BDS peut générer est très vite anticipé par la Chine en quête de nouveaux moteurs de croissance. Il est envisageable que le monopole du GPS sur le marché chinois sera progressivement démantelé, car les mesures de régulation seront prises dans le but de soutenir les industries chinoises dans les domaines relevant de l'utilisation du BDS. La Chine entend, en effet, créer des conditions plus favorables aux entreprises chinoises qui font face à la concurrence entre le BDS et GPS, notamment par le biais des innovations technologiques. Par exemple, l'une des fonctions avantageuses du BDS est la communication de petits messages, tandis que le GPS américain n'en dispose pas. Les experts scientifiques estiment que d'ici dix ans l'introduction du BDS pourra profondément modifier la vie économique et sociale de la société chinoise. Cette perspective de changement est compatible avec le nouveau mode de croissance envisagé par la Chine qui est basé sur le progrès des sciences et technologies.

UN MODÈLE CHINOIS SUR LES ACTIVITÉS SPATIALES ?

Des incertitudes subsistent autour de l'état d'avancement des activités spatiales chinoises. La dynamique de la Chine contribue à la mutation des circonstances de l'utilisation de l'espace en raison de l'évolution technologique, mais elle n'a pas encore réussi à en changer la donne. En effet, la capacité chinoise de mener les diverses activités scientifiques, commerciales et militaires dans

l'espace ne se situe pas au même niveau que les États-Unis et la Russie. La Chine est bien consciente qu'elle est un leader parmi les pays du « deuxième rang » ayant capacité spatiale. Mais la Chine ne se contente pas de son *statu-quo* : elle a bien l'intention de réduire l'écart qui la sépare des autres puissances, en ce qui concerne ses capacités spatiales, notamment les États-Unis.

Certes, il faut admettre que l'ambition de la Chine s'appuie sur les acquis solides de ses explorations spatiales qui ont déjà duré presque un demi-siècle, mais aussi sur le remarquable développement économique dont le taux de croissance moyen s'élève à 8 % annuel ces trente dernières années. Or, la priorité étant de rattraper les pays développés, la Chine n'a ni la volonté ni la capacité de poursuivre la domination spatiale dans un proche avenir. Force est de constater que tous les progrès scientifiques et technologiques relatifs à l'utilisation de l'espace peuvent avoir des implications sur la capacité de la défense nationale, d'autant plus que les techniques spatiales sont, dans la plupart des cas, d'usage double, civil et militaire. Mais les opérations spatiales de la Chine sont par nature défensives. C'est dans l'intérêt de la Chine de s'abstenir de tout acte offensif, d'éviter de déclencher l'opposition et de convaincre la communauté internationale qu'elle n'est pas une perturbatrice de l'ordre existant, car la Chine a besoin d'une ambiance paisible pour constamment déployer ses programmes spatiaux. À cette fin, accroître la transparence des programmes et activités spatiales de la Chine est le meilleur moyen pour bâtir la confiance dans la relation avec des pays agités par la montée en puissance spatiale chinoise : en témoignent les récentes rumeurs sur l'essai anti-satellite par la Chine. En retour, la mise en œuvre de la transparence invite à reconsidérer les conditions dans lesquelles les opérations spatiales sont mises à l'abri du secret d'État.

Cette question de la transparence de la politique spatiale chinoise est valable non seulement sur la scène internationale, mais aussi dans sa politique interne. Car la transparence est l'une des conditions à l'encadrement des activités spatiales selon les exigences de la primauté du droit. Face aux implications de l'espace sur la sécurité nationale et la croissance économique, la conciliation de la passion et la raison — et ce, faisant écho au concept dogmatique de « développement scientifique » inventé par le PCC — est l'un des enjeux pour définir la teneur du modèle chinois. ■